

## **Macron en marche, au pas de course, contre les droits sociaux.**

Même si rien ne sera annoncé officiellement avant le deuxième tour des législatives, il est clair que Macron et son gouvernement veulent aller vite, profiter des marges de manœuvres que leur offre la victoire de la présidentielle et celle annoncée des législatives, pour satisfaire les exigences du MEDEF.

La lettre « programme de travail » envoyée mardi aux confédérations syndicales et rendue publique par la presse est claire :

Publication des ordonnances avant la fin septembre. Si aucun contenu précis n'est écrit chacun sait que le but est la remise en cause des indemnités prud'homales de licenciement, la possibilité pour un patron de recourir directement au référendum et au chantage pour imposer des baisses de rémunération, des restrictions d'effectifs et des aggravations des conditions de travail. Dans le même sens, permettre que des accords d'entreprise remettent en cause les accords de branche ou le Code du Travail en ce qui concerne les règles de rémunération, d'ancienneté. D'autres attaques sont prévues contre le cadre protecteur du contrat de travail. Dans le même sens, il s'agit de s'attaquer au droit de représentation des salariés, en fusionnant les instances délégués du personnel, CE et CHS-CT, soit un recul de plus de 30 ans en arrière. Le transfert des cotisations sociales vers la CSG est une nouvelle attaque contre le salaire socialisé et va encore amputer le montant des retraites.

Au-delà des ordonnances, le but de Macron est d'aller vite à l'automne et début 2018 pour s'attaquer à ce qu'il reste de droits pour les chômeurs et à la retraite pour franchir des pas décisifs vers la retraite par points.

Macron reprend les vieilles recettes du MEDEF : « libérer » le travail, « assouplir » le Code du Travail, le « simplifier », supprimer « la peur d'embaucher » à cause des indemnités prud'homales mirobolantes. Ce discours, mille fois rabâché, cache mal qu'en France comme dans le reste de l'Europe, le but des capitalistes est de balayer les systèmes de protection sociale et de droit du travail, pour accroître la flexibilité et la rentabilité des entreprises.

Nous sommes face à une déclaration de guerre éclair. Pour cette sale besogne, le gouvernement ne passera ni par la négociation avec les organisations syndicales, ni même par un débat à l'Assemblée nationale. C'est un tir en rafale qui se prépare, une sorte de 49.3 à répétition pour des lois El Khomri à la puissance 10.

C'est maintenant qu'il faut résister et agir toutes et tous ensemble. La force que nous avons manifestée contre la loi El Khomri, cette force qui a fait s'écrouler Valls et Hollande, c'est dès maintenant, dans les entreprises, les bureaux, les quartiers, dans les villes et dans la rue qu'il faut la manifester à nouveau, et nous aussi à la puissance 10.

Le NPA65, TARBES, le 9 juin 2017